

LE "BULLSHIT" DU COMPLICITISME

Il ne faut pas toujours prendre les dirigeants politiques au sérieux. Laurent Wauquiez l'a reconnu : contrairement à ce qu'il avait expliqué à ses étudiants lyonnais, il ne croit pas que Nicolas Sarkozy ait passé son temps à espionner ses ministres et à « pomper leurs mails » durant les Conseils des ministres. Au fond de lui, on le sait, le patron des Républicains ne croit pas davantage qu'Emmanuel Macron ait mis en place une « cellule de démolition » pour détruire la candidature de François Fillon. Pas plus que le mari de Pénélope ne croyait à l'époque à l'existence d'un « cabinet noir » piloté depuis l'Élysée. En campagne, on se souvient que François Fillon claironnait qu'il avait tous les éléments – les noms, les dates, les documents – démontrant qu'il était victime d'un complot ourdi en haut lieu et qu'il ne tarderait pas à les dévoiler au grand jour. Un an après sa mise en examen, on attend toujours. De même, contrairement à ce qu'il écrit cette semaine dans un post, disons, plutôt enlevé, publié sur son blog, Jean-Luc Mélenchon ne croit pas sérieusement à l'existence d'une gigantesque machination faite de « coups montés » par un improbable « parti médiatique » acharné à sa perte. Tout ça, c'est juste du « bullshit », comme disait l'Auvergnat à la parka rouge, pour complaire à son fan-club...

Ces élus, et bien d'autres, qui recourent aux mêmes subterfuges, et bien d'autres, sont suffisamment lettrés, lucides et expérimentés, ils font vivre la démocratie depuis assez longtemps pour ne pas verser spontanément dans un tel conspirationnisme de bas étage. Ils connaissent les ressorts du débat public, maîtrisent sa complexité, ses rouages, sa violence et la multiplicité des canaux d'information pour ne pas succomber à la naïve croyance en un demiurge, qui, fût-il président de la République, manierait depuis son bureau de l'Élysée les fils d'un vaste complot visant à nuire à ses adversaires.

Bien sûr, la concentration de la propriété de nombre de médias entre les mains d'une poignée de puissants industriels est une menace pour le pluralisme. *Marianne*, journal indépendant, alerte contre ce péril depuis de longues années. De même, le préchi-prêcha unanime, seriné par quelques bons esprits autoproclamés, contribue trop souvent à entraver le débat public dans une camisole de force tissée d'incantations libérales et d'indignations morales. Sans tabou, ni totem, *Marianne* combat chaque semaine les remugles de cette « pensée

unique » qui anesthésie la démocratie. Pour autant, la France n'est pas une « dictature totale », comme l'a clamé Laurent Wauquiez. Elle n'est pas davantage gouvernée par un « parti médiatique » actionné d'en haut comme l'a prétendu en écho Jean-Luc Mélenchon en volant au secours du patron de LR.

En ce début d'année, la profusion de lancement d'hebdomadaires, de sites Internet ou de télévisions sur le Web est une bonne nouvelle dont il faut se réjouir et qui démontre, une fois encore, que « la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ». Alors, plutôt que de céder à l'indignation corporatiste et de brandir, la main sur le cœur, sa carte de presse pour dénoncer « tous ces méchants politiques qui font rien qu'à dire du mal des gentils journalistes », mieux vaut se demander pourquoi des élus d'une telle qualité, anciens ministres et prétendants putatifs au pouvoir suprême, agitent les grosses ficelles du conspirationnisme dès qu'ils sont en difficulté. Ils le font parce qu'ils pensent en tirer un profit politique. Ils font fausse route car ils confondent la satisfaction de leur noyau de fidèles, galvanisés par le sentiment de combattre seuls contre tous, et le rassemblement d'une majorité de Français venant d'horizons divers pour accéder au pouvoir.

Lorsque Jean-Luc Mélenchon écrit que « la haine des médias et de ceux qui les animent est juste et saine », ce n'est pas la presse, déjà mal en point, qu'il abîme. C'est lui-même, et surtout sa capacité à incarner demain une alternative démocratique majoritaire. Quoi que l'on pense du macronisme, de l'audace réformatrice du président de la République ou de son cynisme face aux souffrances de cette France Nutella qui lui semble si étrangère, le pays a besoin d'une, et même de deux oppositions, l'une plus progressiste, l'autre plus conservatrice, que le pouvoir actuel. La proportion croissante de l'opinion qui conteste la politique du gouvernement espère des représentants qu'ils répondent à ses attentes pour incarner une autre politique. Elle ne peut se contenter de tribuns protestataires qui se rassasient de la seule satisfaction de leur fan-club enamouré. Il n'y a rien de pire pour la bonne santé d'une démocratie que de voir régner par défaut le navrant syndrome Tina (« *There is no alternative* »). Tous ceux qui se contentent d'hystériser le débat public sur fond de complotisme sont, hélas, les meilleurs agents de cette prétendue « seule politique possible ». ■



Débattons !

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur www.marianne.net/debattons